

SESSION 4 : 4 FÉVRIER | TABLE RONDE

« Justice sociale »

SYNTHESE

› ANIMATRICE

Pauline Scherer • Sociologue

› INTERVENANT•ES

Marie May • Étudiante IPAD – L'Institut Agro / Montpellier SupAgro

Maëlis Horellou • Étudiante IPAD – L'Institut Agro / Montpellier SupAgro

Hélène Tavera • Co-fondatrice – 4C - Collectif Café Culture Cuisine

Laurent Seux • Responsable du programme « Ensemble bien manger, bien vivre – Secours catholique »

Cathy Bousquet • Sociologue du travail social – CODEV Pays Cœur d'Hérault





Nous avons assisté en 2020 à une explosion de la précarité et du recours à l'aide alimentaire, soulignant combien l'alimentation est un marqueur des inégalités économiques et sociales. Dans le même temps, celle-ci devient un enjeu politique majeur à la faveur d'un vaste mouvement de réappropriation basé sur des modèles alternatifs de production de transformation, de distribution et de consommation.

Dans ce contexte où, plus que jamais, l'alimentation conjugue les dimensions sociale, économique, politique et environnementale, une approche politique de la question s'impose. Quelle analyse peut-on tirer de cette situation d'un point de vue social? Comment repenser les pratiques pour favoriser la justice sociale en matière alimentaire? Comment mobiliser l'ensemble des acteurs vers cet objectif?

Une nouvelle vision

L'accès à l'alimentation en question(s)

En apparence, l'industrie agroalimentaire a démocratisé l'accès à l'alimentation, offrant à chacun la possibilité de s'alimenter de façon diversifiée à moindre coût. En réalité, un nombre croissant de citoyens reste à l'écart du banquet, condamnés à dépendre d'une aide caritative pourvoyeuse de produits de moindre qualité. La devise de la République, alors, est bafouée. *« On n'est pas égaux, selon que l'on doit demander pour manger, ou que l'on puisse faire ses courses soi-même, considère Laurent Seux. Sur la liberté : quand on est à l'aide alimentaire, on ne choisit pas. »* Quant à la fraternité, où se niche-t-elle quand *« on entend la honte des parents de ne pas pouvoir nourrir les enfants ou inviter des amis »*? En attendant la mise en place hypothétique d'un revenu de base ou d'une sécurité sociale alimentaire, il ne reste aux oubliés de l'alimentation que les dispositifs d'aide alimentaire, ou des initiatives plus récentes comme les chèques alimentaires qui permettent d'*« avoir accès au choix de son alimentation, précise Hélène Tavera. C'est très important, reconnaît-elle. Le problème, c'est que ces chèques ne sont pas conséquents. »* Or, les personnes réfugiées, par exemple, sont confrontées aux prix élevés des denrées exotiques, qui les rendent peu accessibles. Devant cette situation, Cathy Bousquet insiste sur l'urgence *« que l'ensemble des acteurs accepte (...) d'ausculter ce système, de le déconstruire »*.

De l'aide alimentaire à la participation

Dispositif de dernier recours pour les personnes n'ayant pas accès à l'alimentation, l'aide alimentaire bénéficiait à 5,5 millions de personnes en 2018. *« Maintenant, on parle de 8 à 10 millions de personnes »*, indique Laurent Seux, notamment *« des intérimaires, des CDD, des intermittents ou des auto-entrepreneurs que l'on ne voyait pas avant »*. Et, pour 12 % de la population, *« on n'est pas dans une réponse à l'urgence dans un temps limité, mais dans la question de la prise en charge de la précarité dans un temps illimité »*, ajoute-t-il. Cette forme d'*« urgence qui dure et qui s'installe, sans réponse structurelle »*, est source de vives inquiétudes pour les associations. Si elle répond efficacement aux situations d'urgence, l'aide alimentaire n'est pas adaptée aux publics confrontés durablement à la précarité. De nombreux bénéficiaires éprouvent un sentiment de honte, et vivent difficilement le fait de ne pas pouvoir choisir librement ce qu'ils consomment. Aujourd'hui, de nombreuses associations veulent leur permettre de devenir ou redevenir des acteurs de leur alimentation – d'y participer. *« La participation, c'est à la fois prendre part, contribuer et bénéficier »*, précise Cathy Bousquet. Cette approche se heurte toutefois à certains obstacles. *« En France, on a un héritage institutionnel lourd. On a pu être fier de la construction de l'aide alimentaire, mais la bouger n'est pas facile. »* Cependant, assure-t-elle, *« de plus en plus de voix s'élèvent contre les inégalités de ce système »*.



Pouvoir d'agir et convivialité

L'association Quartier Libre, dans le quartier populaire de la Goutte d'Or (Paris) a banni de son lexique le terme « bénéficiaire ». « *Au sein du collectif, tout le monde porte le discours d'un réseau d'entraide* », rapporte Hélène Tavera. Cette base étant posée, ses membres ont cherché à « *articuler cette prise en charge sociale différemment. (...) L'idée, c'est de les rendre autonomes, leur rendre leurs choix alimentaires.* » Chaque personne accueillie retrouve une posture d'acteur. « *Tout le monde peut devenir accueillant. C'est-à-dire que les personnes qui viennent faire la cuisine, qui sont parfois en situation d'hébergement d'urgence, accueillent elles aussi.* » Les impliquer est d'autant plus naturel que « *les gens en galère sont des marathoniens* », clame Laurent Seux. Dès lors qu'ils « *sont assurés de leur survie, ils peuvent être dans d'autres formes de perspectives* » et retrouvent un « *pouvoir d'agir, (...) dans cette dimension de justice et de fraternité* ». Par ailleurs, signale Cathy Bousquet, « *on est dans le croisement des savoirs, avec l'expertise des habitants* ». Mais surtout, affirme Laurent Seux, « *pour vivre, on a besoin de se sentir utile et d'être en lien avec les autres* ». Et, « *l'alimentation nous relie* », toutes et tous. « *En France, (...) l'acte culinaire parle à tout le monde, c'est une référence transversale de qualité et de bien vivre, pointe Cathy Bousquet. S'alimenter, (...) c'est se réunir, se nourrir, se réjouir. (...) Et c'est particulièrement injuste et inégal d'en priver une partie de la population, et de faire perdurer un système dans lequel tout le monde est englué.* »

De nouvelles actions

Diversifier les aliments... et les dynamiques

L'un des principaux axes d'une aide alimentaire refondée concerne le fait de varier les produits que l'on consomme. À la Goutte d'Or, Quartier Libre travaille en particulier sur la diversification. « *On n'égrène pas tous les concepts de l'alimentation durable. Diversifier l'alimentation, c'est déjà un grand pas* », juge Hélène Tavera. Dans son restaurant associatif, l'association « *arrive à faire goûter autre chose, à faire des pas de côté* », mais sans contrainte, de façon avant tout pédagogique. La dimension culturelle est prégnante. « *Il est important d'être libre de choisir son alimentation en respectant les cultures et habitudes alimentaires* », estime Laurent Seux. Le programme « *Ensemble bien manger, bien vivre* » du Secours catholique soutient des projets alternatifs à l'aide alimentaire : groupements d'achats, jardins nourriciers, cuisines collectives, épiceries solidaires. Ces dernières sont au nombre de 150, réparties dans toute la France. Certaines « *ne veulent plus fonctionner de la même façon* » et expérimentent d'autres modes de faire, comme Ma P'tite Echoppe, à Antony (Hauts-de-Seine), « *où tout le monde peut venir faire ses courses et paye selon ses revenus. (...) On va soutenir les évolutions de ces dispositifs de manière plus systématique* », annonce Laurent Seux. Diversifier, c'est aussi s'intéresser à la production, premier maillon de la chaîne. Les Etats généraux de l'Alimentation et de l'Agriculture durable organisés en Hérault, ont révélé la nécessité d'une diversification agricole pour « *réintroduire de l'agriculture nourricière. Grâce aux Etats généraux et aux paroles citoyennes, les élus on inscrit cette question à l'agenda politique* », salue Cathy Bousquet.

Territorialiser l'aide

Cet exemple montre l'importance de l'approche territoriale pour maîtriser la chaîne alimentaire du producteur au consommateur et, au bout du compte, permettre une véritable justice sociale en matière alimentaire. Ancrée « *dans un quartier défavorisé qui concentre toutes les inégalités* », l'association Quartier Libre est née de l'engagement de quelques-uns. « *On est allés rencontrer les habitants, on a participé à des concertations citoyennes organisées par la mairie. On a écouté ce qui se faisait et ce qui manquait* », raconte Hélène Tavera. L'action a commencé modestement, avec des soupes participatives : « *Les gens apportaient un légume et on faisait une soupe ensemble.* »



Chemin faisant, l'ambition a crû, l'adhésion au projet également, et celui-ci a finalement été retenu dans le cadre du budget participatif de la ville de Paris. Ainsi s'est concrétisée l'idée de « créer "une cuisine des habitants", (...) pour représenter l'idée que l'on est des habitants du monde. Mais "habiter", c'est aussi habiter quelque part. » Ouverte en 2019, cette cuisine permet aux personnes qui en sont dépourvues de venir se préparer un repas. Tout au sud de la France, dans le village de Soumoulou, près de Pau, le Secours catholique a fait évoluer son action dans un contexte de précarité grandissante, dénuée d'horizon. Après avoir réalisé une enquête auprès des bénéficiaires de ses colis, l'association les a accompagnés dans la définition et la mise en œuvre d'un projet basé sur l'échange et l'entraide. « Ils ont créé une petite monnaie locale et créé, autour d'un projet de jardin collectif et de paniers, tout un écosystème pour, ensemble, bien vivre et bien manger. »

Passer au collectif

Sortir de la pesanteur institutionnelle exige d'agir en mode collectif et coopératif. « On est héritiers d'une action publique qui s'est construite comme une administration des besoins des populations, sans leur participation », déplore Cathy Bousquet. Cette période de crise a, justement, imprimé un certain élan collectif. « Ça permet aux gens de se réunir, (...) des projets de coopération alimentaire se créent, observe Laurent Seux. Il y a tout un mouvement, et beaucoup d'énergie. » On retrouve cet élan à l'échelle des territoires, où naissent des partenariats entre acteurs. « On travaille avec RAC, Cocagne, Uzès et le réseau Civam, (...) de façon à avoir des projets (...) qui permettent à tous d'accéder à l'alimentation, et que ça crée de la mobilisation avec les personnes en précarité pour essayer d'avancer ensemble. » La dimension collective est déterminante. « On est dans un logique de mutualisation et de coopération, relate Hélène Tavera. On a grandi et on s'est développés grâce à d'autres associations. » Cette ouverture s'étend aujourd'hui vers d'autres acteurs. « Il y a eu une panne d'approvisionnement des épiceries solidaires du territoire pendant le Covid. Ça a été l'occasion de rencontrer les producteurs locaux et de se découvrir mutuellement », rapporte Cathy Bousquet. À Aurillac, voyant que les colis alimentaires étaient parfois jetés, le Secours catholique a initié « un groupement d'achat qui lie les producteurs et les consommateurs », permettant aux premiers de s'assurer des débouchés, et aux seconds de profiter de meilleurs produits. Mais cet exercice n'est pas toujours aisé. Cathy Bousquet constate que « chacun est cloisonné dans une pratique, un savoir-faire, une pensée. (...) Les professionnels sont empêchés de faire du travail collectif parce que ça ne rentre pas forcément dans le dispositif actuel, (...) que ça demande du temps ». La question temporelle est centrale. « La participation citoyenne est longue à accoucher », reconnaît Hélène Tavera. Et puis « accueillir l'autre, c'est pas simple. (...) Il ne faut pas être pressé : devenir participant, c'est long et on accepte ça. » Un message qu'il faut parvenir à faire entendre et respecter. « On a convaincu les gens qui nous soutiennent que l'on ne serait pas dans la logique du chiffre, que ce qui comptait était de tisser des liens et de pouvoir suivre les gens au long cours. (...) Le temps est notre ami, il faut le faire valoir. »

Revenir aux fondements de la démocratie

L'enjeu de la justice sociale questionne le fonctionnement même de notre démocratie. Celle-ci « n'est pas achevée, et surtout elle est fortement inégalitaire dans ses aboutissements car son ancrage aujourd'hui est l'objectif économique, qui est une source de déséquilibre, juge Cathy Bousquet. Le point de départ de la démocratie sociale de la Troisième République, (...) c'est l'égalité citoyenne. (...) C'est cela qu'on a perdu de vue. » Alors, reprend-elle, « l'échelon territorial est un bon lieu pour remettre en mouvement, sur le territoire, le diagnostic et les avis. Ça va agrandir la démocratie, et pas seulement la démocratie alimentaire. » C'est dans ce contexte que le CoDev Pays Cœur d'Hérault, une assemblée citoyenne siégeant aux côtés des élus, a organisé ses Etats généraux de l'Alimentation et de l'Agriculture durable qui, sur une période d'une année et demie, s'est réunie sous la forme de groupes de pairs – élus, habitants, agriculteurs, transformateurs... Après s'être saisis de ses travaux, les élus du territoire ont défini un agenda politique en cinq axes : l'accès au foncier, le développement des pratiques agroécologiques et la gestion de l'eau, l'accès à l'alimentation de qualité pour tous, la coordination des acteurs de la chaîne alimentaire, la gouvernance participative. Cette action et ses résultats pourraient en inspirer d'autres, à plus grande échelle. À travers son programme « Ensemble bien manger, bien vivre », le Secours





catholique veut, avec ses partenaires, « arriver à plaider pour des réformes structurelles au niveau national et international », explique Laurent Seux. L'association demande en particulier « l'accès de tous à un revenu minimum sans contrepartie, et l'augmentation significative des minima sociaux à 50 % du revenu médian ». Toutefois, « cette question des revenus est assez centrale, mais ça ne dit pas tout. (...) Aujourd'hui, on plaide pour l'accès digne de toutes et tous à une alimentation de qualité, (...) dans la convivialité, (...) avec la liberté de choisir son alimentation (...) et l'implication de tous. » C'est-à-dire une solidarité active qui, soutient Cathy Bousquet, ne soit « pas un "après coup", mais un "avant coup". C'est la traduction concrète de la devise Liberté, Egalité, Fraternité. »

Retrouvez la session complète en [vidéo](#)

